

Mieux travailler dans la fonction publique au cœur des discussions

Le groupe de travail inscrit à l'agenda social de la DGAFP consacré aux conditions de travail s'est réuni dans un contexte marqué par la conférence « Travail, emploi, retraite ».

Congé de solidarité familiale : de nouvelles garanties pour les agents aidants

Accompagner un proche en fin de vie est une épreuve qui ne doit pas être aggravée par l'insécurité professionnelle. Grâce au nouveau décret n° 2026-119 du 20 février 2026, les garanties pour les agents publics sont enfin clarifiées et renforcées.

GT Formation continue – Bilan 2025 et perspectives 2026

Une offre de formation importante, mais de moins en moins de présentiel....

BRÈVE... SOUFFRANCE AU TRAVAIL... DGAL... SDSSA...

.....

Souffrance au travail à la Sous-Direction de la Sécurité Sanitaire des Aliments (SDSSA), Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) :

- Une action de vos représentants en intersyndicale en lien avec la gravité de la situation et des multiples alertes des agents de la SDSSA depuis fin 2024 ;
- Quand l'administration centrale « souffre », les services déconcentrés sont « à la peine », surtout avec les suites de la réforme de la PSU, sans la « clause de revoyure » promise et des effectifs inadaptés à la charge de travail...

Alerte des agents de la SDSSA depuis fin 2024, une situation de souffrance au travail

Les représentants du personnel ont été alertés sur une situation de souffrance au travail au sein de l'une des sous directions de la DGAL, la sous-direction de la sécurité sanitaire des aliments.

Les premières informations remontées sont très préoccupantes : multiples arrêts de travail, agents en télétravail à 100 %, plusieurs agents reçus par le médecin du travail.

Un bref rappel de la chronologie

Au vu de ces éléments très préoccupants, les représentants du personnel réunis en intersyndicale ont engagé les démarches suivantes :

- **Afin de pouvoir évaluer la situation, demande d'indicateurs pertinents et d'inscription de ce sujet à l'ordre du jour de la réunion de l'instance compétente, à savoir la Formation Spécialisée du CSA Administration Centrale (FS du CSA AC) programmée le 10 mars 2026** (courrier intersyndical adressé en ce sens à la Secrétaire Générale (SG) du MAASA le 3 février 2026) ;
- **En complément, afin d'avoir un éclairage le plus complet possible de la situation, demande de rendez-vous à la Directrice générale de l'Alimentation** par courrier intersyndical en date du 16 février 2026. Dans ce courrier, la DGAL était également informée de la demande faite auprès de la SG du MAASA. La Directrice générale a répondu favorablement à cette demande avec une rencontre fixée au 12 mars.

En l'absence de réponse de la SG du MAASA et d'inscription de ce point, pourtant signalé comme urgent, à l'ordre du jour de la réunion d'instance du 10 mars, l'intersyndicale a rédigé et lu en instance la déclaration liminaire commune ([ICI](#)).

Visite de la SDSSA par la Formation Spécialisée

Suite à cette déclaration, la délibération ([ICI](#)) qui prévoit la visite d'une délégation des représentants syndicaux qui siègent dans cette instance, accompagnés par des experts (médecin du travail, inspecteur santé et sécurité au travail, assistant de prévention et assistant social), a fait l'objet d'un vote favorable à l'unanimité lors de la réunion du 10 mars.

L'objectif de cette visite est d'établir un diagnostic le plus complet possible, de façon à engager un plan d'actions pertinent et à améliorer les conditions de travail. Cette visite doit permettre à tous les agents de la SDSSA de se « poser », de présenter librement leur analyse de la situation et de faire des propositions d'amélioration.

Réunion à la DGAL, le 12 mars 2026

Cette réunion était présidée par Maud FAIPOUX, accompagnée par Anne GIREL-ZAJDENWEBER (chef du service des actions sanitaires) et Isabelle CENZATO (DSS).

Dès l'ouverture, Maud FAIPOUX a exprimé sa surprise face à la délibération de la formation spécialisée (FS), qu'elle juge prématurée et en contradiction avec la volonté de dialogue dont elle a toujours fait preuve.

Vu sa volonté de réserver ses réponses aux représentants de la formation spécialisée qui réaliseront la visite de la SDSSA, les échanges ont été très réduits et la réunion écourtée, d'un commun accord entre Maud FAIPOUX et les représentants de la délégation intersyndicale.

Lors de ce bref échange, Maud FAIPOUX met en avant le fait que le problème est circonscrit à un bureau, ne concerne que « quelques agents » et que la situation s'est améliorée grâce aux actions déjà menées par la direction.

A noter, ces réponses de Maud FAIPOUX à des questions ou remarques faites par vos représentants : « *la réorganisation de la DGAL date de 4 ans déjà, la réforme de la Police Sanitaire Unique et la délégation des contrôles en remise directe a déjà 2 ans* », « *la SDSSA n'est pas en première ligne lors des crises sanitaires* ».

La position de la CFDT

La CFDT-Agriculture a pleinement conscience des difficultés que rencontrent les services en charge de la santé animale, en administration centrale comme en services déconcentrés. Elle a déjà soutenu et continuera à soutenir les agents impactés, notamment par la gestion de la crise DNC. Nous invitons bien sûr tous les agents concernés par ces crises à continuer à nous faire part des difficultés qu'ils rencontrent.

Toutefois, il ne s'agit pas là d'une « compétition » entre services, pour mettre en avant celui dont la charge de travail explose le plus, ni d'opposer les agents entre eux, mais d'améliorer les conditions de travail de tous.

Pour la CFDT-Agriculture, il n'est pas possible de minimiser ainsi l'impact majeur que la réforme de la Police Sanitaire Unique (PSU), avec le déploiement concomitant de la délégation des contrôles en remise directe sur l'ensemble du territoire national, a eu sur l'activité de la SDSSA. De plus, dans un contexte de fortes restrictions budgétaires, la « clause de revoyure », avec une augmentation des effectifs après un temps permettant d'évaluer l'impact de cette réforme, n'a finalement pas eu lieu. C'est d'ailleurs une des explications de la charge de travail actuelle démesurée, en administration centrale comme en services déconcentrés. Par ailleurs, concernant la réorganisation de la DGAL, la CFDT-Agriculture rappelle qu'elle a été conduite avant la réforme de la PSU et donc sans cohérence avec cette réforme pourtant majeure. De plus, cette réorganisation de la DGAL a été menée en période de COVID et télétravail à 100 %, avec une concertation très réduite des agents concernés.

Lors de la visite de la SDSSA par les membres de la Formation Spécialisée, la CFDT-Agriculture avec l'intersyndicale veillera à ce que tous les agents de cette sous-direction puissent s'exprimer librement et soient entendus par leur

hiérarchie. Elle continuera également à demander les indicateurs (arrêts de travail, télétravail à 100%, turnover, etc..), qui n'ont toujours pas été fournis aux organisations syndicales, malgré leur demande. Et ceci pour que cette visite permette d'établir un vrai diagnostic de la situation et la construction d'un plan d'actions pertinent.

Préparation à la sélection sur liste d'aptitude IPEF – Session 2026

Mise en place un dispositif d'accompagnement destiné aux agents souhaitant se porter candidats à la sélection professionnelle pour l'accès au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (IPEF) par la voie de la liste d'aptitude (LA-IPEF) au titre de la session 2026.

Pair-aidance en santé mentale : un guide pour accompagner les agents dans la Fonction publique

Le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) a publié fin 2025 un guide pratique

de la pair-aidance en santé mentale intitulé « Fonction publique : accompagner et soutenir les agents en situation de handicap du fait de troubles psychiques ».

Accès au corps des IPEF : un nouvel arrêté fixe les règles de la sélection professionnelle

Un arrêté du 19 février 2026, publié au Journal officiel du 27 février 2026, précise les modalités de la sélection professionnelle préalable à l'inscription sur la liste d'aptitude pour l'accès au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts (IPEF).

Prévention des violences envers les agents du ministère : GT du 3 mars 2026

Un enjeu important dans un contexte de fortes tensions avec le monde agricole et des signalements très en dessous de la réalité !

Écarts de rémunération femmes/hommes dans les ministères : 9,8 % en 2025, des progrès... mais des inégalités persistantes

La Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) vient de publier un nouveau numéro de Stats Rapides consacré aux écarts de rémunération entre les femmes et les hommes fonctionnaires dans les ministères en 2025.

Campagne de mobilité générale 2026

La campagne de mobilité générale du ministère de l'Agriculture (campagne printemps 2026 et campagnes du fil de l'eau) fait l'objet d'un Flash info #RH en date du 23 février 2026.

Congé pathologique : une semaine de plus pour les agentes enceintes (2 → 3 semaines)

Le congé pathologique prénatal dans la fonction publique passe de deux à trois semaines. Une avancée concrète pour les agentes enceintes, qui bénéficieront d'un temps supplémentaire pour faire face aux complications liées à la grossesse, avec maintien intégral de leur rémunération.

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes : la France doit s'engager pour l'égalité !

Communiqué intersyndical interprofessionnel relatif à la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars 2026.

Télétravail dans la fonction

publique : ce que disent vraiment les agents

La DGAFP vient de publier un nouveau Point Stat consacré aux effets du télétravail sur les conditions de travail dans la fonction publique. On vous résume l'essentiel – et ce que ça change concrètement pour vous.

Rupture conventionnelle dans la Fonction publique : le dispositif est pérennisé

La rupture conventionnelle pour les fonctionnaires est maintenue dans le droit commun. Le dispositif, expérimenté depuis 2020, devient pérenne.

ASA : La CFDT refuse la réduction des droits liés à la parentalité

Le 19 février 2026, la Fonction publique a présenté aux organisations syndicales un projet de décret qui vise à limiter les autorisations spéciales d'absence (ASA) liées à la parentalité dont bénéficient les agents publics. La CFDT

affirme qu'il faut au contraire les développer.

« La facture de l'IA n'est pas soutenable du point de vue énergétique et climatique »

Maxime Efoui-Hess est coordinateur des programmes industrie et numérique de The Shift Project, groupe de réflexion qui vise à éclairer le débat sur les défis climat-énergie, qui a lancé un pavé dans la mare avec son dernier rapport qui met en évidence un aspect peu abordé du développement de l'intelligence artificielle (IA) : son impact écologique.

Emploi public en 2024 : une hausse plus modérée, portée par les contractuels

L'Insee vient de publier son étude annuelle sur l'emploi dans la fonction publique. Que retenir des chiffres 2024 ? Si les effectifs continuent d'augmenter, le rythme ralentit nettement. Et, une fois encore, ce sont les contractuels qui tirent la hausse.

Conscience contre violence

La CFDT le réaffirme sans détour : quelles que soient les opinions que portent les militants engagés – qu'ils soient politiques, syndicaux ou associatifs –, rien ne saurait légitimer un meurtre. C'est dans cet esprit que nous avons réagi à la mort de Quentin Deranque.

Handicap : la loi de 2005 ne va « pas assez vite, assez loin, assez fort »

Deux décennies après la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la Cour des comptes dresse un bilan contrasté de la politique d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap. L'efficacité globale des dispositifs reste, selon elle, « limitée par des choix structurels et un pilotage insuffisamment coordonné ».

Conférence Travail Emploi

Retraites : une première journée de travaux a débuté

La Conférence Travail Emploi Retraites a réellement débuté le 30 janvier. L'objectif est ambitieux : produire un document d'ici à l'été qui puisse éclairer le prochain débat autour de la présidentielle. Cinq autres journées de travail sont prévues.

La DGAFP veut réformer le temps partiel thérapeutique

Mauvaise méthode visant à réduire les droits des agents, absence des employeurs, le groupe de travail du 5 février 2026 n'est pas allé à son terme. La CFDT a demandé à l'administration de compléter son bilan et de clarifier ses intentions en prévision d'une nouvelle réunion.

Bilan de la gestion du corps interministériel des attachés d'administration de l'État

(CIGEM)

Le bilan de la gestion du corps interministériel des attachés d'administration de l'État (AAE) dresse un constat clair : si la création du CIGEM a permis des avancées réelles en matière de mobilité et de décloisonnement des parcours, les attachés restent confrontés à de fortes difficultés d'attractivité, de reconnaissance et de déroulement de carrière.

Encore du mouvement à la permanence syndicale de la CFDT-Agriculture

Départ et arrivée à la permanence : Frédéric LALOY rejoint ONIRIS au 1er mars prochain et Anne BERTOMEU le remplace en tant que responsable de la section syndicale représentant les DRAAF.

Suspension de la réforme des retraites et mise à jour des simulateurs officiels

Afin de limiter les incompréhensions et permettre à chacun de mieux anticiper sa situation personnelle, les simulateurs officiels de retraite ont été mis à jour.

Un nouveau plan de santé au travail se profile dans la fonction publique

La DGAFP prépare désormais un nouveau plan pour 2026-2030, axé sur le renforcement de la prévention, l'harmonisation des outils et une meilleure prise en compte des risques spécifiques, notamment la santé des femmes, les risques psychosociaux et les violences au travail.

RESET-BREXIT : Un groupe de travail qui soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses

Les agents doivent-ils oui ou non rechercher activement un poste et anticiper la publication de l'arrêté de restructuration ?

Les absences pour raisons parentales ou familiales remises à plat

Un groupe de travail s'est réuni en date du 27 janvier 2026. Il était destiné à préparer le projet de décret, qui sera présenté pour avis au Conseil Commun de la Fonction Publique (CCFP) le 11 mars 2026.

Logement des agents publics : une accélération de la mise en œuvre des actions

La réunion du 28 janvier 2026 a permis de faire le point sur les actions engagées par l'État et sur les perspectives à venir pour améliorer l'accès au logement des agents publics.

Le calendrier des concours et des examens professionnels du ministère de l'agriculture

pour 2026

Parution de la note de service concernant la programmation des concours et des examens professionnels du MAASA pour l'année 2026.

Remplacements exceptionnels en abattoir : nouvelles modalités de recensement et d'indemnisation

Une note de service publiée le 29 janvier 2026 précise les modalités de recensement et d'indemnisation des agents assurant des remplacements à titre exceptionnel en abattoir d'animaux de boucherie et de volailles.

Elle abroge l'instruction précédente du 4 janvier 2024 et s'inscrit dans le cadre du plan d'attractivité des métiers de l'inspection en abattoir.